

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

La signature électronique et le Code civil

Lefebvre, Axel

Published in:

Information et documentation juridiques - Législation, Jurisprudence et Doctrine

Publication date:

1998

Document Version

le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Lefebvre, A 1998, 'La signature électronique et le Code civil', *Information et documentation juridiques - Législation, Jurisprudence et Doctrine*, Numéro 8, p. 33-34.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

La signature électronique et le Code civil



Nicole GALLUS et Axel LEFEBVRE

Deux réformes législatives doivent être mises en exergue.

La première concerne la procédure de modification du régime matrimonial (loi du 9 juillet 1998); la seconde modifie l'article 58, alinéa 2 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et fait désormais débiter le délai d'appel au jour de la signification de la décision et non plus de son prononcé (loi du 18 mai 1998 entrée en vigueur le 25 juillet 1998).

Cette dernière réforme est la mise en oeuvre des arrêts rendus les 17 juin et 15 juillet 1998 par la Cour d'arbitrage qui avait jugé inconstitutionnelle la disposition ancienne au motif qu'elle portait atteinte aux droits de la défense de façon disproportionnée par rapport aux objectifs poursuivis, à savoir l'allègement de la procédure, le souci d'empêcher les mesures dilatoires et la volonté de fixer rapidement l'enfant sur son sort.

En droit patrimonial, on retiendra une intéressante décision relative à l'indemnisation du concubin qui expose d'importantes dépenses entraînant une plus-value de l'immeuble de son partenaire et ce, sur base

de la théorie des impenses (Anvers, 3 novembre 1997).

Cette question demeure controversée et si certaines décisions admettent l'indemnisation sur base de la théorie de l'enrichissement sans cause, d'autres la refusent en invoquant tantôt la libéralité, tantôt la réalisation d'un avantage personnel.

La même idée d'équité se retrouve dans la décision qui accorde une indemnité à l'épouse aidante qui, par son travail intense, apporte à son conjoint une collaboration importante dépassant le devoir de secours et d'assistance (Civ. Termonde, 17 novembre 1995).

En pareil cas, le fait que l'épouse ait pu bénéficier des revenus de ce travail en partageant avec son conjoint un train de vie élevé ne suffit pas à constituer la juste "rémunération" de son investissement personnel dans la plus-value apportée au patrimoine propre du conjoint.

Enfin, en droit de la filiation, on notera la publication d'un ouvrage collectif consacré à l'analyse génétique dont on connaît l'importance en matière de preuve dans un domaine du droit où la loi autorise la recherche de la vérité par toute méthode scientifique éprouvée.

L'article 1341 du Code civil dispose qu'une partie qui veut apporter la preuve d'un acte juridique dont la somme dépasse 15.000 francs doit se prévaloir d'un écrit signé. Mais le Code civil ne donne de définition ni de l'écrit, ni de la signature. On a donc naturellement construit le concept de signature comme étant un signe graphique inscrit de façon manuscrite sur du papier. Or, le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication voit apparaître un nouveau type de signature, la signature dite électronique. S'appuyant sur les technologies de la cryptographie, il s'agit de données informatiques codées permettant à une personne de s'identifier et de marquer son consentement.

On peut alors se poser la question de savoir si cette signature électronique peut entrer dans les termes du Code civil. Pour faire face à cette innovation technologique, le législateur pouvait adopter différentes positions. Il pouvait supprimer le régime de la preuve réglementée (ou tout au moins élever le seuil en deçà duquel la preuve est libre), légitimer la preuve électronique par le biais d'exceptions ou encore adopter une approche ouverte et fonctionnelle des concepts du Code civil. Le Conseil des Ministres a choisi la dernière alternative en ajoutant au Code civil une définition de la signature pouvant inclure les nouveaux procédés cryptographiques.

L'article de Mireille Antoine et Didier Gobert ("Pistes de réflexion pour une législation relative à la signature digitale et au régime des autorités de certification", R.G.D.C., 1998, 4/5; p. 285 et s.) permet

d'appréhender la problématique de la signature électronique de façon globale et critique. La deuxième partie de leur texte examine en détail la question des autorités de certification. Les auteurs concluent leurs réflexions en proposant une nouvelle définition de la signature électronique et en mettant en exergue la nécessité d'une réglementation propre aux autorités de certification. On ne peut que conseiller la lecture de cet article passionnant.

*Nicole GALLUS
Avocat au Barreau de Bruxelles
Assistante à l'Université Libre de Bruxelles*

*Axel LEFEBVRE
Assistant à la faculté de droit de Namur
Chercheur au CRID*